

SEMINAIRE

« L'OPTION STRATEGIQUE DE L'ECONOMIE VERTE : ENJEUX ET OPPORTUNITES POUR LE MAROC »

MOT D'INTRODUCTION

**M. MOHAMMED TAWFIK MOULINE
DIRECTEUR GENERAL DE L'INSTITUT ROYAL DES ETUDES STRATEGIQUES**

**Rabat
Lundi, 21 mars 2011**

Institut Royal des Etudes Stratégiques (IRES)

Avenue Azzaitoune, Hay Riad, Rabat 10100

Téléphone : +212 (0) 537.71.83.83 – Fax : +212 (0) 537.56.40.79

Email: contact@ires.ma

Site Web: www.ires.ma



Mesdames et Messieurs

C'est avec un immense plaisir que nous vous accueillons aujourd'hui à l'Institut Royal des Etudes Stratégiques (IRES) dans le cadre ce séminaire, consacré à une question qui se situe au cœur du débat sur les modèles de développement partout dans le monde. Il s'agit en l'occurrence de l'option de l'économie verte qui sera examinée sous l'angle des opportunités et des enjeux qu'elle soulève pour le Maroc.

D'emblée, permettez-moi de souligner que la thématique examinée aujourd'hui est une composante essentielle du programme d'études « Compétitivité globale et positionnement du Maroc dans le système mondialisé », compte tenu des effets directs de l'économie verte en termes d'avantages compétitifs, notamment pour ce qui est de l'efficacité énergétique, l'usage optimal des ressources rares telles que l'Eau, sans oublier sa compatibilité avec la montée des exigences écologiques des consommateurs dans les principaux marchés à l'export.

De plus, cette thématique s'inscrit dans le prolongement des études menées par l'IRES dans le cadre de son programme « Changement climatique : impacts sur le Maroc et options d'adaptation globales » qui ont mis en relief l'importance de recourir à des modes de production et de consommation favorisant la préservation d'un équilibre environnement aujourd'hui très fragile (écosystème, bases productives de l'agriculture, qualité de l'air, urbanisation et littoralisation...).

Les études de l'IRES et la Rencontre internationale organisée par l'Institut en octobre 2009 à ce sujet ont permis de cerner les facteurs de vulnérabilité du pays au changement climatique et d'identifier des options stratégiques pour adapter la trajectoire de développement du Maroc aux nouvelles données environnementales.



Mesdames et Messieurs

Le contexte de crise financière et économique internationale a remis l'environnement à l'ordre du jour dans les agendas politiques et économiques. La crise mondiale a révélé que les régimes de croissance sont loin d'être soutenables comme en témoignent les multiples externalités négatives suscitées par la forte altération des équilibres environnementaux.

Pour cela, l'économie « verte » est perçue aujourd'hui comme l'une des voies de sortie de la crise actuelle et une réponse possible aux déséquilibres engendrés par le modèle de croissance économique classique. Cette option se présente dès lors en tant que filière d'avenir et un élément indissociable de la compétitivité économique.

A titre d'illustration, le secteur des énergies renouvelables, qui emploie déjà 2,3 millions de travailleurs à l'échelle mondiale, en emploierait 20 millions d'ici 2030 (BIT, 2008). Le marché mondial des « produits et services environnementaux » pourrait atteindre plus de 2.740 milliards de dollars à l'horizon 2020, soit une croissance de 10% par an.

Mesdames et Messieurs

Bien qu'il soit un pays à faible émission de gaz à effet de serre, le Maroc a inscrit l'option de l'économie verte en tant qu'option stratégique pour tirer profit des opportunités qui y sont associées en termes de croissance et d'emplois, préserver la durabilité de son modèle de développement et se préparer dès à présent aux nouveaux impératifs de la compétitivité « verte ».



Dans cette perspective, plusieurs secteurs constituent de réels gisements d'opportunités à même de générer des revenus additionnels et de créer de nouveaux emplois, tout en respectant les exigences environnementales. Outre les énergies renouvelables, il s'agit des activités économiques liées à la biodiversité, notamment l'agriculture, la foresterie, les activités marines et le tourisme écologique, de la gestion des produits chimiques et des déchets, ainsi que des villes, des constructions et des transports à faible émission en carbone.

En somme, l'ancrage à l'économie verte suppose :

- de renforcer les compétences nécessaires au développement de l'économie verte.
- de sensibiliser les populations aux opportunités de l'économie verte pour promouvoir un comportement citoyen responsable, tout en envisageant des actions d'initiation à l'environnement dès les premières années de scolarisation.
- de repenser les modes de productions (agricole notamment) afin d'assurer la sécurité alimentaire du pays et de le positionner en tant que producteur clé dans les filières agricoles biologiques.
- de développer les technologies propres (énergies renouvelables, biomasse, réutilisation des eaux usées, lutte biologique, itinéraire d'adaptation des techniques culturales, génétique d'adaptation des cycles biologiques des espèces cultivées aux cycles climatiques attendus...) et les produits à faible teneur en carbone.
- d'anticiper l'apparition de nouvelles restrictions au commerce international que généreront les mesures de lutte contre le changement climatique. Il s'agit en l'occurrence des « entraves de substitution », provoquées par le transfert des barrières tarifaires et du contingentement vers les barrières sanitaires, sociales et climatiques....
- d'instaurer, éventuellement, des incitations fiscales et/ou financières en faveur de l'économie verte.



Mesdames et Messieurs

Pour permettre un examen approfondi des différents aspects de la problématique liée à la durabilité du modèle de développement marocain, notamment des diverses options d'ancrage à l'économie verte, des éléments de réponse devront être apportés aux questionnements suivants :

- Quelles sont les avantages attendus de l'économie verte pour le Royaume? Quelles sont les capacités acquises par le pays et celles requises en la matière ?
- Quels enseignements faut-il déduire des meilleures pratiques internationales de reconversion à l'économie verte ?
- Quelles mesures de politiques publiques faut-il adopter pour transformer en opportunités les contraintes environnementales et créer un cadre d'adaptation sur le plan économique, social et institutionnel ?

Ce sont-là quelques questions qui devront cadrer notre débat. La présence aujourd'hui d'un panel d'experts nationaux et internationaux, composé de représentants de départements ministériels, des organisations internationales, du secteur privé, de la société civile et d'universitaires constitue une opportunité pour débattre des possibilités offertes au Maroc par l'économie verte et lui permettre de consolider sa compétitivité globale à l'échelle internationale.

Mesdames, Messieurs

Avant de clôturer cette introduction, je tiens à exprimer mes sincères remerciements aux intervenants et à l'ensemble des participants pour avoir répondu favorablement à notre invitation.

